# Comment maintenir son affiliation pendant une interruption d’activité pour créer une entreprise ?

## Réponse courte

Le Code du travail luxembourgeois **ne connaît pas de congé pour création d'entreprise** : ni droit à ce congé, ni condition d'ancienneté, ni autorisation ministérielle. Ce qui existe est un accord de suspension négocié avec l'employeur — un congé sans solde — qu'il reste libre de refuser.

La conséquence sur l'affiliation en découle : sans rémunération, il n'y a plus d'assiette de cotisation. Le salarié qui démarre une activité indépendante doit se déclarer **à ce titre** au Centre commun, dans les huit jours du début de l'activité, et cotise alors sur une assiette au moins égale au salaire social minimum (art. 425 et 241, alinéa 2 CSS). Faute de démarche, la période reste sans couverture.

Le seul dispositif légal voisin concerne le **chômeur indemnisé** : l'article L.521-9 du Code du travail le dispense, pour six mois au plus et sur accord de l'ADEM, de l'obligation d'accepter tout emploi approprié pendant qu'il prépare la création ou la reprise d'une entreprise, sur présentation d'un plan d'affaires, d'un plan financier et d'une attestation d'éligibilité à l'autorisation d'établissement.

## Définition

Aucun « congé pour création d’entreprise » n’existe en droit luxembourgeois : ni le Code du travail ni une loi particulière n’organise une suspension du contrat à cette fin, ni un droit à réintégration à son terme. Le salarié qui veut créer ou reprendre une entreprise négocie donc un **congé sans solde** avec son employeur, sur le seul terrain de la liberté contractuelle.

L’accord doit alors fixer par écrit la durée, la date de reprise et le sort des avantages en cours. Pendant la suspension, la rémunération cesse et, avec elle, l’affiliation obligatoire : la couverture ne se maintient que par l’assurance continuée, dans les délais de forclusion de trois mois en maladie (art. 2, al. 1er CSS) et de six mois en pension (art. 173 CSS).

## Questions fréquentes

**Comment se passe la reprise après un congé création d'entreprise ?**

À la reprise du travail salarié, l'affiliation au régime général reprend automatiquement, sans formalité particulière, sous réserve de la déclaration de reprise par l'employeur au CCSS. Le salarié réintègre son poste ou un poste équivalent à l'issue du congé.

**Faut-il s'affilier comme indépendant pendant le congé création ?**

Oui, le salarié exerçant une activité indépendante pendant ce congé doit obligatoirement s'affilier à titre personnel comme indépendant auprès du CCSS dès le début de son activité, sous peine de rupture de couverture sociale (assurance maladie, pension, accident).


© 2026 www.pixie.lu · IA/RH spécialisée en droit du travail luxembourgeois

**L'entreprise créée peut-elle concurrencer l'employeur au Luxembourg ?**

Non, l'entreprise à créer ou reprendre doit être établie au Luxembourg et ne pas exercer une activité concurrente à celle de l'employeur. L'octroi du congé est soumis à l'accord du ministère compétent, après avis de l'employeur. Un seul congé par employeur est possible.

**Le congé pour création d'entreprise donne-t-il droit à une affiliation continue au Luxembourg ?**

Non, le congé suspend l'affiliation au régime général des salariés auprès du CCSS. Pour maintenir une couverture, le salarié doit obligatoirement s'affilier à titre personnel comme indépendant dès le début de son activité. À défaut, perte de droits sociaux pour la période.

**Quelle ancienneté pour bénéficier du congé pour création d'entreprise ?**

Le salarié doit justifier d'une ancienneté minimale de deux ans auprès de son employeur. La demande doit être formulée par écrit et transmise à l'employeur au moins deux mois avant la date souhaitée de début du congé (loi du 9 mai 2019, articles L.234-51 à L.234-59 CT).

**Quelle durée maximale pour le congé de création d'entreprise ?**

La durée maximale du congé est de six mois, renouvelable une fois sous réserve des conditions légales. Pendant cette période, le contrat est suspendu : les obligations principales (prestation de travail, salaire) sont interrompues, mais le lien contractuel n'est pas rompu.

## Conditions d’exercice

Aucune des conditions habituellement citées — deux ans d'ancienneté, préavis de deux mois, accord ministériel — ne figure dans un texte : elles décrivent un régime qui n'existe pas en droit luxembourgeois.

| Situation | Ce que dit le droit | Base |
|---|---|---|
| **Congé pour création d'entreprise** | Aucun régime légal : ni droit, ni condition, ni procédure | — |
| **Suspension du contrat** | Accord de gré à gré avec l'employeur, librement refusable | Liberté contractuelle |
| **Affiliation comme salarié** | Sans rémunération, aucune assiette de cotisation | Art. 241, al. 1 CSS |
| **Activité indépendante** | Déclaration au Centre commun dans les huit jours du début d'activité | Art. 425 CSS |
| **Assiette de l'indépendant** | Au moins le salaire social minimum non qualifié | Art. 241, al. 2 CSS |
| **Soins de santé après la sortie** | Maintenus pour la durée fixée par les statuts, un an au plus | Art. 18, al. 2 CSS |
| **Chômeur indemnisé créateur** | Dispense d'accepter tout emploi approprié pendant six mois au plus, sur accord de l'ADEM | Art. L.521-9 CT |
| **Pièces exigées de ce chômeur** | Plan d'affaires, plan financier, attestation du ministre sur l'autorisation d'établissement | Art. L.521-9 CT |


© 2026 www.pixie.lu · IA/RH spécialisée en droit du travail luxembourgeois

## Modalités pratiques

Le point de vigilance est le raccord entre les deux affiliations : une déclaration de sortie sans déclaration d'entrée comme indépendant crée un trou de couverture.

| Étape | Contenu | Base légale |
|---|---|---|
| **Accord écrit** | Durée de la suspension, conditions de reprise, sort des avantages | Liberté contractuelle |
| **Déclaration par l'employeur** | Sortie ou changement, dans les huit jours | Art. 425 CSS |
| **Affiliation comme indépendant** | Déclaration personnelle au Centre commun dans les huit jours du début d'activité | Art. 425 CSS |
| **Cotisations provisoires** | Sur revenu estimé, au moins le SSM ; régularisation ultérieure | Art. 241, al. 2 CSS |
| **Sans activité déclarée** | Assurance maladie continuée dans les trois mois, ou pension continuée dans les six mois | Art. 2, al. 1 et 173 CSS |
| **Chômeur indemnisé** | Demande à l'ADEM avant la fin du sixième mois d'indemnisation | Art. L.521-9 CT |
| **Suivi du projet** | Assuré par l'ADEM ou un expert désigné par elle | Art. L.521-9 CT |
| **Reprise du salariat** | Déclaration d'entrée par l'employeur, dans les huit jours | Art. 425 CSS |

## Pratiques et recommandations

Le refus n'a pas à être motivé : puisqu'aucun texte n'ouvre ce congé, l'employeur décide librement. Répondre par écrit, en le disant clairement, évite au salarié de croire à un droit qu'il pourrait faire valoir plus tard.

La date d'effet est le point à verrouiller dans l'accord, car c'est elle que porteront les deux déclarations : la sortie transmise par l'employeur et l'affiliation à titre indépendant que le salarié dépose lui-même. Un décalage de quelques jours entre les deux laisse une période sans couverture que personne ne rattrape.

Les délais de l'assurance continuée sont les plus souvent manqués : trois mois en maladie, six mois en pension, à peine de forclusion. Les rappeler au salarié au moment de signer l'accord coûte une phrase et lui évite de découvrir la forclusion au moment où il en a besoin.


© 2026 www.pixie.lu · IA/RH spécialisée en droit du travail luxembourgeois

## Cadre juridique

| Référence | Objet |
|---|---|
| **Art. 1er CSS** | Assurance obligatoire du fait de l'exercice d'une activité professionnelle au Luxembourg |
| **Art. 425 CSS** | Déclaration de sortie et de reprise au Centre commun, dans les huit jours |
| **Art. 2, al. 1er CSS** | Assurance maladie continuée : demande dans les trois mois, sous peine de forclusion |
| **Art. 173 CSS** | Assurance pension continuée : douze mois d'assurance sur trois ans, demande dans les six mois |
| **Art. 241, al. 2 CSS** | Assiette de l'indépendant : au moins le salaire social minimum non qualifié |
| **Art. 18, al. 2 CSS** | Maintien des prestations de soins après la cessation de l'affiliation, un an au plus |
| **Art. L.521-9 CT** | Dispense d'accepter un emploi approprié pour le chômeur indemnisé qui prépare la création d'une entreprise |

L’absence de démarches d’affiliation à titre indépendant pendant le congé pour création d’entreprise entraîne une perte de droits sociaux, notamment en matière de couverture maladie, d’**assurance pension** et d’accident. Il est impératif d’effectuer les démarches d’affiliation dès le début de l’activité indépendante pour éviter toute interruption de droits.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.